

Caritas Jeunes et Familles A.s.b.l.

***Comptes annuels pour l'exercice clos
au 31 décembre 2018***

Adresse :
29, rue Michel Welter
L-2730 Luxembourg

Registre de Commerce et des Sociétés N° F4414

TABLE DES MATIERES

	Pages
RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE	
COMPTES ANNUELS	
- Bilan	1
- Compte de profits et pertes	2
- Annexe aux comptes annuels	3-11

Aux membres de
Caritas Jeunes et Familles A.s.b.l.
Association sans but lucratif
29, rue Michel Welter
L-2730 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur l'audit des comptes annuels

Opinion

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Caritas Jeunes et Familles A.s.b.l. (l'«Association») comprenant le bilan au 31 décembre 2018 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux comptes annuels, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les comptes annuels ci-joints présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de l'Association au 31 décembre 2018, ainsi que ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces loi et normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous sommes également indépendants de l'Association conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités du Conseil d'Administration et des responsables du gouvernement d'entreprise pour les comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider l'Association ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Association;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener l'Association à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des comptes annuels y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les comptes annuels représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Pour Deloitte Audit, Cabinet de Révision Agréé



Tom Pfeiffer, Réviseur d'Entreprises Agréé
Partner

Luxembourg, le 19 juin 2019

Bilan au 31 décembre 2018
(exprimé en euros)

ACTIF	notes	2018	2017	PASSIF	notes	2018	2017
ACTIF IMMOBILISE	2.a); 3	1.089.530,87	570.545,38	FONDS PROPRES	2.d); 5	2.157.676,04	2.062.825,91
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		4.033,29	8.698,18	Fonds associatifs		74.368,05	74.368,05
Concessions, brevets, licences, marques, ainsi que droits et valeurs similaires, acquis à titre onéreux		4.033,29	8.698,18	Réserves indisponibles		230.550,94	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1.085.497,58	561.847,20	Résultats reportés		1.183.860,87	1.037.425,40
Terrains et constructions		151.175,57	166.048,70	Résultat de l'exercice		-418.137,01	376.986,41
Installations techniques et machines		512.651,65	161.342,61	Subventions d'investissement en capital		1.087.033,19	574.046,05
Autres installations, outillage et mobilier		219.665,32	234.455,89				
Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours		202.005,04	0,00				
ACTIF CIRCULANT		8.907.064,34	9.632.509,66	FONDS DEDIES DISPONIBLES	2.i)	310.270,93	213.576,42
CREANCES	2.b); 4	4.227.493,58	2.767.947,77	PROVISIONS	2.e); 6	497.732,70	393.377,11
Créances résultant de ventes et prestations de services dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		465.497,12	419.540,24	AUTRES PROVISIONS		497.732,70	393.377,11
Autres créances dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		3.761.996,46	2.348.407,53	DETTES	2.f)	6.940.237,27	7.452.828,06
AVOIRS EN BANQUES, AVOIRS EN COMPTE DE CHEQUES POSTAUX, CHÈQUES ET ENCAISSE		4.679.570,76	6.864.561,89	Dettes sur achats et prestations de services dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		466.716,24	379.091,05
				Autres dettes		6.473.521,03	7.073.737,01
				Dettes fiscales		720.201,23	421.396,18
				Dettes au titre de la sécurité sociale		978.018,66	756.894,56
				Autres dettes dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	7	4.775.301,14	5.895.446,27
COMPTES DE REGULARISATION	2.c)	97.719,72	71.163,14	COMPTES DE REGULARISATION	2.g)	188.397,99	151.610,68
TOTAL DU BILAN (ACTIF)		10.094.314,93	10.274.218,18	TOTAL DU BILAN (PASSIF)		10.094.314,93	10.274.218,18

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES pour l'exercice (exprimé en euros)		2018	2017
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	8	10.335.065,57	9.312.774,79
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	2.h); 9	22.667.146,65	18.157.451,48
MATIÈRES PREMIÈRES ET CONSOMMABLES ET AUTRES CHARGES EXTERNES		-7.792.507,39	-7.144.845,02
b) Autres charges externes		-7.792.507,39	-7.144.845,02
FRAIS DE PERSONNEL	10	-25.087.886,83	-20.015.363,58
a) Salaires et traitements		-21.815.911,73	-17.395.882,99
b) Charges sociales		-3.271.975,10	-2.619.480,59
ii) autres charges sociales		-3.271.975,10	-2.619.480,59
CORRECTIONS DE VALEUR		-311.973,57	-228.792,82
a) sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	2.a); 3	-225.375,49	-216.497,70
b) sur éléments de l'actif circulant	2.b); 4	-86.598,08	-12.295,12
(Dotation) / Reprise sur fonds dédiés disponibles	2.i)	-96.694,51	414.391,83
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	6	-135.945,18	-124.249,06
AUTRES INTÉRÊTS ET AUTRES PRODUITS FINANCIERS		4.776,69	5.639,74
b) Autres intérêts et produits financiers		4.776,69	5.639,74
INTÉRÊTS ET AUTRES CHARGES FINANCIÈRES		-118,44	-20,95
b) Autres intérêts et charges financières		-118,44	-20,95
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		-418.137,01	376.986,41

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

**ANNEXE
AUX COMPTES ANNUELS
AU 31 DECEMBRE 2018**

1. Informations générales

CARITAS JEUNES ET FAMILLES A.S.B.L. ("l'Association") est une association sans but lucratif qui est régie par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif. Le siège social est établi à Luxembourg.

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

L'Association a pour objectif la promotion d'initiatives socio-éducatives en faveur des jeunes et des familles. Elle développe des activités diverses dans le domaine de l'animation, de la formation, de la consultation et de l'assistance socio-familiale.

L'Association a été créée en date du 8 décembre 1987 pour une durée indéterminée et comprend à ce jour les structures suivantes :

- Les structures du "service d'éducation et d'accueil" :

Am Buggy, Schifflange
Am Rousegäertchen, Luxembourg
Am Zechenhaischen, Rumelange
Charles et Julie, Luxembourg
Kannerhaus Steesel, Steinsel
Maison Relais - Crèche An Dickson, Tuntange
Crèche Am Pescher, Strassen
Crèche An der Bamschoul, Steinsel
Atelier Zeralda - oppend haus fir Kanner, Luxembourg (y inclus le travail social communautaire et le streetwork)
Maison Relais Betzdorf, Roodt-Syre y compris la « Bëschcrèche »
Maison Relais Schuttrange, Munsbach
Maison Relais Walferdange, Walferdange
Maison Relais Boevange-sur-Attert, Buschdorf
Maison Relais Consdorf, Consdorf
Maison Relais Tuntange, Tuntange
Maison Relais Renert, Berbourg

- Les maisons de jeunes :

Am Quartier, Luxembourg
Jugendhaus Woodstock, Walferdange

- Les groupes de vie de "l'aide à l'enfance" :

BEO, Rumelange
Esperanza, Luxembourg
Kirikou, Rumelange
Paikia, Esch-Alzette
Taboo Jokers, Rumelange
Yakari, Rumelange

**ANNEXE
AUX COMPTES ANNUELS
AU 31 DECEMBRE 2018**

1. Informations générales (suite et fin)

- Les autres services :

Young Caritas, Hesperange
Kanner-Jugendtelefon, Hesperange
Service Dys-positiv, Colmar-Berg et Luxembourg
Service D.P.I., Ettelbrück et Diekirch

2. Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg selon la méthode du coût historique.

Les politiques comptables et les principes d'évaluation sont, en dehors des règles imposées par la Loi du 19 décembre 2002, telle que modifiée, déterminés et mis en place par le Conseil d'Administration.

La préparation des comptes annuels impose le recours à un certain nombre d'estimations comptables déterminantes. Elle impose aussi au Conseil d'Administration d'exercer son jugement dans l'application des principes comptables. Tout changement dans les hypothèses peut avoir des répercussions significatives sur les comptes annuels de la période durant laquelle ces hypothèses ont changé.

Le Conseil d'Administration estime que les hypothèses sous-jacentes sont adéquates et que les comptes annuels donnent ainsi une image fidèle de la situation financière et des résultats de l'Association.

L'Association fait des estimations et hypothèses qui ont une incidence sur les montants repris à l'actif et au passif au cours de la période suivante. Les estimations et les jugements sont évalués de façon continue et se basent sur l'expérience passée et d'autres facteurs, dont des anticipations d'événements futurs jugés raisonnables dans ces circonstances.

Présentation des données financières comparatives

Les chiffres de l'exercice se terminant le 31 décembre 2017 relatifs aux postes de créances, dettes, comptes de régularisation, autres produits d'exploitation, autres charges externes, frais de personnel et autres charges d'exploitation ont été reclassés afin d'assurer la comparabilité avec les chiffres de l'exercice se terminant le 31 décembre 2018. Cette présentation améliore la lecture des comptes annuels et reflète de manière plus fidèle la nature des balances et transactions afférentes. Ces reclassements n'ont aucun impact sur le résultat de l'exercice 2017.

Les principales reclassifications sont :

- Au niveau du bilan : un montant de 2.348.407 € a été reclassé depuis le poste « créances résultant de ventes et prestations de services dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an » vers le poste « autres créances dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an ». Ce montant est détaillé dans la note 4.
- Au niveau du compte de profits et pertes : un montant de produits de 1.602.548 € a été reclassé depuis le poste des « autres charges externes » vers le poste de « autres produits d'exploitation ». Ce montant correspond à des charges éligibles au subventionnement par les communes et par l'Etat.

**ANNEXE
AUX COMPTES ANNUELS
AU 31 DECEMBRE 2018**

2. Principes, règles et méthodes comptables (suite)

Principales règles d'évaluation

Certaines règles comptables ainsi que les postes de bilan et compte de profits et pertes sont adaptés afin de refléter les spécificités d'une association.

Les principales règles d'évaluation adoptées par l'Association sont les suivantes :

a) Actif immobilisé - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition. Elles sont amorties linéairement sur base de leurs durées d'utilisation estimées.

Les taux d'amortissement appliqués sont les suivants :

	Taux d'amortissement
Immobilisations incorporelles	20-33%
Terrains et constructions	2-20%
Installations techniques et machines	10-33%
Autres installations, outillage et mobilier	10-33%

Lorsque l'Association considère qu'une immobilisation a subi une diminution de valeur de nature durable, une réduction de valeur complémentaire est effectuée de manière à refléter cette perte. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

b) Créances

Les créances sont indiquées à leur valeur nominale et une correction de valeur est actée pour tenir compte des risques de non-recouvrement. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

c) Comptes de régularisation actif

Ce poste comprend les charges enregistrées avant la date de clôture et imputables à un exercice ultérieur.

**ANNEXE
AUX COMPTES ANNUELS
AU 31 DECEMBRE 2018**

2. Principes, règles et méthodes comptables (suite)

d) Fonds propres

Les Fonds propres se composent des fonds associatifs, des réserves et des subventions d'investissement en capital.

i. Réserves

Chaque année l'Association dote son résultat intégralement aux réserves indisponibles et aux réserves disponibles.

Les réserves indisponibles représentent principalement les résultats positifs générés dans une activité, qui doivent être immunisés pendant trois ans à la demande du bailleur de fonds. Au-delà de ce délai ces réserves redeviennent des réserves disponibles. Les réserves disponibles sont composées des résultats reportés.

ii. Subventions d'investissement en capital

Les subventions de l'Etat ou des communes, destinées au financement d'investissements, et reprises au passif du bilan, sont amorties au compte de profits et pertes au même rythme que la durée de vie économique des immobilisations auxquelles elles se rapportent.

e) Provisions

Les provisions ont pour objet de couvrir des charges ou des dettes qui sont nettement circonscrites quant à leur nature mais qui, à la date de clôture du bilan, sont ou probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant ou quant à leur date de survenance.

f) Dettes

Les dettes sont exprimées à leur valeur de remboursement.

g) Comptes de régularisation passif

Ce poste comprend les produits perçus d'avance et imputables à un exercice ultérieur.

h) Autres produits d'exploitation

Les subventions d'exploitation destinées au financement des activités courantes des institutions sont enregistrées au compte de profits et pertes sous la rubrique "Autres produits d'exploitation".

i) Reconnaissance des dons

Les dons dédiés reçus en cours d'année par l'Association sont comptabilisés dans la rubrique "Autres produits d'exploitation". A la fin de l'exercice, la partie non-utilisée est reprise sous la rubrique "Fonds dédiés disponibles " via une dotation aux fonds dédiés disponibles. L'utilisation des "Fonds dédiés disponibles" se traduit dans les comptes de profits et pertes par une reprise aux fonds dédiés disponibles.

**ANNEXE
AUX COMPTES ANNUELS
AU 31 DECEMBRE 2018**

2. Principes, règles et méthodes comptables (suite et fin)

j) Conversion de postes en devis

L'Association tient ses comptes en Euro.

Toutes les transactions exprimées dans une devise autre que l'Euro sont enregistrées en Euro au cours de change en vigueur à la date de transaction. Les frais d'établissement et les immobilisations exprimés dans une devise autre que l'Euro sont convertis en Euro au cours de change historique en vigueur au moment de la transaction. A la date de clôture, ces immobilisations restent converties au cours de change historique.

Les avoirs en banques sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les pertes et les profits de change en résultant sont enregistrés au compte de profits et pertes de l'exercice.

Les autres postes de l'actif et du passif sont évalués individuellement au plus bas, respectivement au plus haut, de leur valeur convertie au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base des cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Seules les pertes de change non réalisées sont comptabilisées dans le compte de profits et pertes. Les gains de change sont enregistrés au compte de profits et pertes au moment de leur réalisation.

Lorsqu'il existe un lien économique entre un actif et un passif, ceux-ci sont évalués globalement selon la méthode décrite ci-dessus et seule la perte de change nette non réalisée est enregistrée au compte de profits et pertes et les gains de change non réalisés ne sont pas enregistrés.

3. Actif immobilisé

3.1 Immobilisations incorporelles

Les mouvements de l'exercice se présentent comme suit :

	2018	2017
Valeur brute au début de l'exercice	81.803,28	131.112,41
Entrées au cours de l'exercice	-	-
Sorties au cours de l'exercice	-	- 49.309,13
Transferts au cours de l'exercice	-	-
Valeur brute à la fin de l'exercice	81.803,28	81.803,28
Corrections de valeur cumulées au début de l'exercice	73.105,10	117.185,78
Dotations de l'exercice	4.664,89	5.228,45
Reprises de l'exercice		- 49.309,13
Transferts de l'exercice		
Corrections de valeur cumulées à la fin de l'exercice	77.769,99	73.105,10
Valeur nette à la fin de l'exercice	4.033,29	8.698,18

**ANNEXE
AUX COMPTES ANNUELS
AU 31 DECEMBRE 2018**

3. Actif immobilisé (suite et fin)

3.2 Immobilisations corporelles

Les mouvements de l'exercice se présentent comme suit :

	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres installations, outillage et mobilier	Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours	Total
Valeur brute au début de l'exercice	1.448.124,37	724.787,91	1.444.650,07	-	3.617.562,35
Entrées au cours de l'exercice	22.286,76	443.712,81	76.356,37	202.005,04	744.360,98
Sorties au cours de l'exercice	-	-	-	-	-
Transferts au cours de l'exercice	-	-	-	-	-
Valeur brute à la fin de l'exercice	1.470.411,13	1.168.500,72	1.521.006,44	202.005,04	4.361.923,33
Corrections de valeur cumulées au début de l'exercice	1.282.075,67	563.445,30	1.210.194,18	-	3.055.715,15
Dotations de l'exercice	37.159,89	92.403,77	91.146,94	-	220.710,60
Reprises de l'exercice	-	-	-	-	-
Transferts de l'exercice	-	-	-	-	-
Corrections de valeur cumulées à la fin de l'exercice	1.319.235,56	655.849,07	1.301.341,12	-	3.276.425,75
Valeur nette au début l'exercice	166.048,70	161.342,61	234.455,89	-	561.847,20
Valeur nette à la fin de l'exercice	151.175,57	512.651,65	219.665,32	202.005,04	1.085.497,58

Les acquisitions en cours d'année 2018 sont principalement composées de dépenses encourues pour la mise en conformité de certaines structures.

**ANNEXE
AUX COMPTES ANNUELS
AU 31 DECEMBRE 2018**

4. Créances

Les "Créances résultant de ventes et prestations de services" dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an se composent de clients particuliers pour un total de 465.497,12 € (2017 : 419.540,24 €), incluant des corrections de valeur sur créances douteuses pour un total de 132.137,74 € (2017 : 45.539,66 €).

Les "Autres créances" dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an se composent de la manière suivante :

	2018	2017
Etat	2.795.681,28	2.114.703,16
<i>dont : ONE</i>	<i>2.097.901,71</i>	<i>1.549.135,51</i>
Communes	850.055,43	150.200,47
Autres créances	116.259,75	83.503,90
Total	3.761.996,46	2.348.407,53

5. Fonds propres

Fonds associatifs :

Les fonds associatifs (74.368,05 €) représentent la mise initiale apportée par les membres fondateurs.

Réserves indisponibles et résultats reportés :

Chaque année au cours de l'assemblée générale, l'Association affectera son résultat aux réserves.

Subventions d'investissement en capital :

Le poste des "Subventions d'investissement en capital" a évolué de la façon suivante au cours de l'exercice :

	Total
Valeur brute au début de l'exercice	3.699.365,63
Entrées au cours de l'exercice	738.362,63
Sorties au cours de l'exercice	-
Transferts au cours de l'exercice	-
Valeur brute à la fin de l'exercice	4.437.728,26
Corrections de valeur cumulées au début de l'exercice	3.128.820,25
Dotations de l'exercice	225.375,49
Reprises de l'exercice	-
Transferts de l'exercice	-
Corrections de valeur cumulées à la fin de l'exercice	3.354.195,74
Subventions équipement faible valeur au début d'exercice	3.500,67
Subventions utilisées en cours d'année	-
Subventions équipement faible valeur à la fin de l'exercice	3.500,67
Valeur nette au début l'exercice	574.046,05
Valeur nette à la fin de l'exercice	1.087.033,19

**ANNEXE
AUX COMPTES ANNUELS
AU 31 DECEMBRE 2018**

6. Provisions

Les "Autres provisions" au 31 décembre 2018 sont essentiellement constituées d'une provision pour congés non pris et pour heures à récupérer de 497.732,70 € (2017 : 361.787,52 €).

7. Autres dettes

Les "Autres dettes" dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an se composent de la manière suivante :

	2018	2017
Dettes envers l'Etat	3.463.981,50	4.816.232,89
Dettes envers les communes	883.306,80	887.029,21
Dettes envers le personnel	359.369,76	179.311,12
Autres dettes	68.643,08	12.873,05
Total des autres dettes	4.775.301,14	5.895.446,27

Les postes des "Dettes envers l'Etat" et "Dettes envers les communes" reprennent le surplus des avances perçues de l'Etat et des communes par rapport aux charges réellement encourues .

8. Chiffre d'affaires net

Le "Chiffre d'affaires net" se compose de la façon suivante :

	2018	2017
Participation ONE	7.151.561,97	5.987.741,07
Participation des parents	3.062.018,44	3.166.351,85
Autres	121.485,16	158.681,87
Total Chiffre d'affaires net	10.335.065,57	9.312.774,79

9. Autres produits d'exploitation

Les "Autres produits d'exploitation" se composent de la façon suivante :

	2018	2017
Subventions d'exploitation Etat	18.167.713,16	14.118.213,78
Subventions d'exploitation communes	3.581.587,15	2.818.761,48
Autres produits d'exploitation	917.846,34	1.220.476,22
Total des autres produits d'exploitation	22.667.146,65	18.157.451,48

**ANNEXE
AUX COMPTES ANNUELS
AU 31 DECEMBRE 2018**

10. Frais de personnel

Au 31 décembre 2018, l'Association emploie 518 personnes (2017 : 490 personnes), soit en moyenne 354 ETP sur 2018 (2017 : 320 ETP).

11. Évènements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'évènements postérieurs à la clôture.

12. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan au 31 décembre 2018 sont composés de :

Leasing voitures	92.787,75
Leasing serveur	17.943,12
Leasing téléphonie	5.557,50
Total hors bilan au 31/12/2018	116.288,37